



Distr. LIMITÉE

UNEP(DEPI)/CAR IG.46/INF.3
27 septembre 2023

Original: ANGLAIS

Douzième Réunion des Parties contractantes (COP)
au Protocole relatif aux zones et à la vie sauvage
spécialement protégées (SPA) dans la région des Caraïbes

Oranjestad, Aruba,
3 octobre 2023

L'établissement et le fonctionnement du Réseau Caribéen pour l'Application des Lois sur la Faune et la Flore (CAR-WEN)

Note d'information

Pour des raisons d'économie et d'environnement, il est gentiment demandé aux délégués d'apporter leurs exemplaires des documents de travail et d'information à la réunion et de ne pas demander de copies supplémentaires.

Création d'un réseau caribéen de lutte contre la fraude dans le domaine de la faune et de la flore sauvages

Résumé

Les Caraïbes, région célèbre pour la richesse de sa biodiversité et la vitalité de ses écosystèmes, sont confrontées à la menace croissante de la criminalité liée aux espèces sauvages. Ce document vise à mettre en lumière les complexités et les implications de ces activités illicites, qui vont de la pêche illégale au trafic et au braconnage, et qui mettent en péril l'équilibre écologique de la région. Étant donné que la biodiversité unique des Caraïbes ne revêt pas seulement une importance écologique mondiale, mais qu'elle sous-tend également le tissu socio-économique de ses communautés, principalement par le biais de secteurs tels que le tourisme, les enjeux sont exceptionnellement élevés. Dans ce contexte, le rôle des aires spécialement protégées et de la faune sauvage (SPAW) devient primordial. Ce document d'information examine les défis, souligne l'importance d'une approche collaborative entre les États membres et propose des recommandations pour renforcer la position des Caraïbes contre la criminalité liée aux espèces sauvages.

L'établissement du Réseau Caribéen pour l'Application des Lois sur la Faune et la Flore (CAR-WEN)

Introduction

Ce document d'information souligne le besoin crucial de l'établissement et du fonctionnement du Réseau Caribéen pour l'Application des Lois sur la Faune et la Flore (CAR-WEN). Cette initiative, soutenue par le Protocole des Zones Spécialement Protégées et de la Faune (SPAW), améliorera considérablement l'application des lois sur la faune dans la région élargie des Caraïbes. Les Parties au Protocole SPAW peuvent soutenir l'établissement d'un CAR-WEN en prenant au moins trois mesures: 1) Participer et contribuer au groupe de travail CAR-WEN, 2) Plaider pour la détection et l'analyse systématiques des crimes contre la faune des Caraïbes, et 3) Soutenir les projets pilotes CAR-WEN.

Qu'est-ce que les WENs ?¹

Les Réseaux pour l'Application des Lois sur la Faune (WENs) sont des organisations collaboratives dédiées à l'amélioration de la mise en œuvre des lois et à la réduction des crimes, ou "l'application de la loi", qui impliquent ou impactent autrement la flore et la faune non domestiquées, ou "la faune" (ICCWC, 2020). Ces réseaux unissent des agences, départements et autres organisations à des échelles infranationales, nationales et régionales, favorisant ainsi une action collective pour aborder les complexités de l'application des lois sur la faune. En raison de leur potentiel à catalyser le changement, les WENs ont été largement soutenus par diverses organisations intergouvernementales et multilatérales, y compris le Consortium International pour la Lutte contre la Criminalité liée à la Faune (ICCWC), qui offre une gamme de matériaux et services de soutien pour l'établissement et le fonctionnement de WENs nationaux et régionaux.²

La structure d'un WEN peut varier considérablement selon la juridiction et les besoins. Par exemple, le WEN de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) en Asie du Sud-Est a été construit au sein d'une organisation intergouvernementale existante pour l'intégration politique et économique régionale (Cette Nation, 2021). En comparaison, le Réseau pour l'Observance et l'Application des Réglementations sur la Faune (ROAVIS)³ en Amérique Centrale et en République Dominicaine a été créé à travers un réseau de procureurs (Palacios Gutiérrez, 2016). Dans d'autres régions et pays, les fonctions d'un WEN peuvent déjà être remplies par des

¹ D'autres concepts similaires aux WENs incluent les Réseaux pour l'Application des Lois sur l'Environnement (EENs) (Pink, 2015) et les Réseaux sur la Sécurité Environnementale et le Terrorisme (NESTs) (White, 2016). Ces concepts se recoupent largement dans leurs objectifs de favoriser la coopération et l'échange d'informations.

² L'ICCWC est l'effort collaboratif de cinq organisations intergouvernementales : le Secrétariat de la CITES, INTERPOL, le Bureau des Nations Unies contre la Drogue et le Crime (UNODC), la Banque mondiale et l'Organisation mondiale des douanes (WCO). Voir <https://iccwc-wildlifecrime.org>.

³ En espagnol, le nom du WEN d'Amérique Centrale (CA-WEN) est la Red de Observancia y Aplicación de la Normativa de Vida Silvestre (ROAVIS) de Centroamérica y la República Dominicana.

organisations d'application de la loi intergouvernementales plus générales, comme Europol en Europe (Europol, 2022). Rarement, un WEN peut être entièrement géré par des organisations de la société civile (OSC) opérant en partenariat avec des agences gouvernementales, comme c'est le cas avec le Réseau Eco Activistes pour la Gouvernance et l'Application des Lois (EAGLE) en Afrique de l'Ouest, centrale et orientale (EAGLE, 2023).

Bien que les données publiquement disponibles soient limitées, les WENs semblent varier largement dans les stratégies utilisées pour guider leurs opérations. Néanmoins, certaines stratégies et projets semblent être standard parmi les WENs. Les stratégies de "renforcement des capacités d'application" et d'"opérations conjointes d'application" peuvent être les plus couramment mises en œuvre, tandis que d'autres stratégies telles que "la réforme légale et réglementaire" et "le partage et l'analyse des renseignements" sont couramment prônées mais seulement occasionnellement mises en œuvre. Les types courants de projets de renforcement des capacités incluent les manuels de formation (Freeland, 2016), les recueils juridiques (ROAVIS, 2020), les bases de données (EU-TWIX, s.d.), et les applications mobiles pour l'identification des espèces (Freeland, 2022). Parallèlement, des opérations conjointes spécifiques peuvent être organisées au sein d'un WEN donné, entre plusieurs WENs, ou par des organisations multilatérales travaillant avec un ou plusieurs WENs (ICWC, s.d.; INTERPOL, 2022).

Les succès des WENs se démarquent comme preuve de leur potentiel à freiner le commerce illégal de la faune et à favoriser une coexistence durable entre les humains et la faune. Par exemple, l'opération Cobra du WEN de l'ASEAN a considérablement perturbé les syndicats de contrebande de la faune à travers plusieurs pays dans plusieurs régions, entraînant 139 arrestations et plus de 247 saisies de produits illicites de la faune tels que l'ivoire d'éléphant, les cornes de rhinocéros et les pangolins, marquant une victoire majeure dans la lutte mondiale contre la criminalité liée à la faune (UNODC, 2015). En Afrique, le Système de Surveillance de l'Application des Lois sur la Faune (WEMS) mis en œuvre par la Force opérationnelle de l'Accord de Lusaka s'est avéré remarquablement efficace, facilitant la collecte et l'analyse uniformes des données sur la criminalité liée à la faune et aux forêts (WEMS, 2020). Depuis 2014, WEMS a résulté en l'identification de 540 cas à travers les frontières et en des actions d'application importantes dans des pays tels que le Congo, le Kenya, la Tanzanie et l'Ouganda, renforçant ainsi la gouvernance environnementale régionale et la réactivité de l'application des lois. Pendant ce temps, en Argentine, le Réseau Jaguar a déployé un guide de coexistence basé sur les principes de justice réparatrice et de conformité normative pour régler les conflits entre les jaguars et le bétail (Lodeiro Ocampo & Nigro, 2022). Cela a minimisé les conflits homme-faune et a contribué à remodeler les attitudes traditionnelles envers la faune, ouvrant la voie à des relations homme-faune plus saines. Ces succès soulignent les progrès remarquables que les WENs font dans la lutte contre la criminalité liée à la faune, servant de preuves convaincantes pour soutenir l'initiative CAR-WEN.

Malgré leur potentiel, les WENs n'ont pas encore réalisé leur plein potentiel en employant des stratégies qui abordent également les causes profondes de la criminalité liée à la faune, telles que

la promotion du changement de comportement et le développement de moyens de subsistance alternatifs, ou qui atténuent les méfaits de la criminalité liée à la faune, comme en renforçant les capacités de réhabilitation de la faune et en établissant des contrôles de biosécurité. Ceci est indicatif d'une tendance plus large dans laquelle les WENs ont tendance à être davantage guidés par une théorie générale de la dissuasion de la conformité, plutôt que par des théories plus contemporaines de régulation réactive et de justice réparatrice. La théorie de la dissuasion suggère que la menace de punition dissuadera les individus de commettre des crimes (Nagin, 2013). En revanche, la théorie de la régulation réactive propose une approche plus nuancée, suggérant que les régulateurs devraient promouvoir la conformité volontaire en offrant une gamme de réponses réglementaires proportionnées au comportement de ceux qui sont réglementés (Ayres & Braithwaite, 1994). La théorie de la justice réparatrice se concentre sur la réparation du tort causé par un comportement illégal par l'application de la loi et souligne l'importance d'impliquer toutes les parties prenantes dans un processus de compréhension, d'atténuation et de guérison (Johnstone, 2011). En adoptant une approche plus complète de la conformité, les WENs peuvent aborder la criminalité liée à la faune de manière plus efficace.

Menaces de Criminalité liées à la Faune dans les Caraïbes

Les Caraïbes abritent une remarquable diversité de faune, englobant un large éventail de plantes, d'animaux et de champignons sauvages, ainsi que les habitats et les écosystèmes qui les soutiennent. Cette riche biodiversité contribue de manière significative à la beauté naturelle, à la santé écologique, à la vitalité économique et à l'identité culturelle des Caraïbes. Pour cette raison, il existe une diversité similaire de lois et d'accords internationaux régissant les activités humaines impliquant ou impactant autrement la faune. Comme on le voit couramment ailleurs dans le monde, les activités humaines régies par les lois caribéennes contemporaines sur la faune incluent celles qui régulent la consommation, la chasse, la possession, la transformation, le transport et la vente d'espèces non domestiquées (Pascual et al., 2021).

Malheureusement, les lois et les traités sur la faune semblent être mal mis en œuvre et appliqués dans de nombreux, sinon la plupart, des pays et territoires de la région élargie des Caraïbes. Cependant, cette crise dans la législation caribéenne sur la faune s'inscrit dans une crise mondiale bien plus grande dans la règle de droit environnemental (Nellemann et al., 2014). Par exemple, un rapport d'expert du PNUE sur la règle de droit environnemental mondial a révélé que malgré une augmentation de 38 fois des lois environnementales depuis 1972, la non-mise en œuvre et l'application totale de ces lois demeurent l'un des plus grands défis pour atténuer le changement climatique, réduire la pollution et prévenir la perte généralisée d'espèces et d'habitats (PNUE, 2019a).

Des preuves de la mise en œuvre limitée des lois caribéennes sur la faune et de la non-conformité généralisée qui y est associée sont largement disponibles, mais des analyses systématiques doivent encore être produites. Par conséquent, pour illustrer l'ampleur de la criminalité liée à la faune dans

les Caraïbes élargies, voici dix types de crimes liés à la faune qui semblent se produire régulièrement avec des effets potentiellement graves.

1. *Défrichement Agricole Illégal*. Ce crime implique le défrichement de terres pour l'agriculture sans autorisation, entraînant la destruction de l'habitat et un conflit accru entre l'homme et la faune. Des cas ont été signalés dans la plupart, sinon tous, les pays et territoires des Caraïbes, y compris la République Dominicaine (Secades, 2010), Haïti (Hedges et al., 2018), Trinité-et-Tobago (Hroudova, 2012), Sainte-Lucie (Daltry, 2009) et la Jamaïque (Miller, 2000). Un exemple en est en République Dominicaine et en Haïti, où le défrichement agricole menace les mammifères terrestres endémiques tels que l'Hispaniolan hutia et le solenodon d'Hispaniola (Hedges et al., 2018; Secades, 2010). De même, en Jamaïque, les activités agricoles menacent les deux plus grands marécages de l'île, avec la culture illégale de marijuana contribuant à la détérioration du Negril Great Morass et le drainage agricole menaçant le Black River Lower Morass, qui abrite le crocodile américain en danger et le lamantin des Antilles (Garrick, 1986; Miller, 2000).
2. *Pêche Illégale*. Ce crime comprend la surpêche, la capture de ressources interdites et la ciblage d'espèces protégées, pouvant entraîner l'effondrement des pêcheries et la perte de revenus pour les communautés de pêcheurs. Des cas ont été signalés dans la plupart, sinon tous, les pays et territoires des Caraïbes, y compris le Belize (Stiles et al., 2010), Cuba (Alzugaray et al., 2018), Saint-Christophe-et-Niéves (Granderson & Ramkissoon, 2022), Saint-Vincent-et-les-Grenadines (Département de l'Administration Maritime, 2013) et Trinité-et-Tobago (Solomon, 2018). Par exemple, le chalutage illégal et la surpêche ont fortement épuisé la plupart des pêcheries marines à Trinité-et-Tobago (Solomon, 2018). À Cuba, le déclin du homard épineux a été attribué à la pêche illégale (Alzugaray et al., 2018). De plus, l'Union Européenne a délivré des cartes "jaunes" et "rouges" à plusieurs pays des Caraïbes pour ne pas avoir combattu la pêche illégale, non déclarée et non réglementée (IUU) (Coalition de pêche IUU de l'UE, n.d.).
3. *Conflit Illégal Homme-Faune*. Ce crime implique le plus souvent le meurtre non autorisé de la faune considérée comme nuisible, entraînant une perte de biodiversité et un conflit accru entre l'homme et la faune. Des cas ont été signalés dans la plupart, sinon tous, les pays et territoires des Caraïbes, y compris la Dominique (Douglas, 2011), la Jamaïque (Snyder et al., 2000), Sainte-Lucie (Daltry, 2009), Bonaire (BioNew7, 2013) et Trinité-et-Tobago (Gibson, 2022). Par exemple, à Trinité-et-Tobago, l'utilisation de pesticides illégaux nuit indirectement aux oiseaux et a donc contribué à l'extirpation presque totale de nombreuses espèces d'oiseaux chanteurs culturellement significatives (Gibson, 2022). De même, à Sainte-Lucie, la tuerie indiscriminée du serpent Fer-de-lance a eu un impact négatif sur les écosystèmes indigènes (Daltry, 2009).

4. *Chasse Illégale*. Ce crime menace les espèces en voie de disparition et la santé des écosystèmes et alimente le crime organisé lorsqu'il est lié au commerce illicite. Des cas ont été signalés dans la plupart, sinon tous, les pays et territoires des Caraïbes, y compris Trinité-et-Tobago (Hsu & Agoramoorthy, 1996), la Guyane (Grimes et al., 2008), Sainte-Lucie (Snyder et al., 2000), la Dominique (Durand & Baptiste, 2008) et le Belize (Foster et al., 2016). À Trinité-et-Tobago, la pression de la chasse a considérablement réduit les populations de singes hurleurs rouges et de capucins (Hsu & Agoramoorthy, 1996). Alors qu'à Sainte-Lucie, la chasse illégale du perroquet de Sainte-Lucie menace sa survie (Snyder et al., 2000).
5. *Fabrication Illégale de Bijoux et d'Art*. Ce crime implique l'utilisation non autorisée de produits de la faune pour fabriquer des bijoux et des œuvres d'art, entraînant une surexploitation des espèces et la destruction de l'habitat. Des cas ont été signalés dans la plupart, sinon tous, les pays et territoires des Caraïbes, y compris le Belize (Arias, 2021), Haïti (Kitade et al., 2021), la République Dominicaine (CAFTA-DR, 2018), le Mexique (Gress & Andradi-Brown, 2018) et Cuba (Woronuk, 2008). Par exemple, les coquilles de tortue imbriquée en danger critique d'extinction sont couramment utilisées pour les bijoux en Haïti et en République Dominicaine, entraînant une surexploitation des espèces (CAFTA-DR, 2018; Kitade et al., 2021). À Cuba, l'utilisation de diverses parties d'animaux pour les bijoux menace plusieurs espèces en danger, dont les coraux noirs et pierreux, le lambi, les escargots polymita, les tortues de mer et les crocodiliens (Woronuk, 2008).
6. *Abattage Illégal*. Ce crime implique l'abattage non autorisé d'arbres, entraînant la perte d'habitat, l'érosion des sols et le déplacement des communautés autochtones. Ce crime coïncide souvent avec le défrichement agricole illégal. Des cas ont été signalés dans la plupart, sinon tous, les pays et territoires des Caraïbes, y compris Trinité-et-Tobago (Hroudova, 2012), le Belize (Young, 2008), la Guyane (Guyana Chronicle, 2021), le Honduras (WRI, 2014) et la Jamaïque (Davis, 2013). Par exemple, l'abattage illégal contribue à la déforestation au Belize (Young, 2008). Tandis qu'en Jamaïque, l'abattage et la déforestation pour le charbon de bois menacent la flore et la faune endémiques dans les zones protégées (Davis, 2013).
7. *Exploitation Minière Illégale*. Ce crime implique l'extraction non autorisée de minéraux et l'utilisation de produits chimiques dangereux, entraînant la déforestation, l'érosion des sols et la pollution de l'eau. Des cas ont été signalés dans la plupart, sinon tous, les pays et territoires des Caraïbes, y compris la Guyane (Grimes et al., 2008), le Suriname (Hilson & Vieira, 2007), la Jamaïque (Pilkey et al., 2023), la Grenade (Cambers, 1997) et Haïti (Merilus, 2018). Par exemple, les activités minières illégales en Guyane et au Suriname qui utilisent des produits chimiques dangereux tels que le mercure ont de graves impacts

environnementaux (Hilson & Vieira, 2007). De même, en Haïti, l'exploitation minière non réglementée entraîne la destruction de l'habitat et la contamination de l'eau (Merilus, 2018).

8. *Garde d'Animaux de Compagnie Illégale*. Ce crime implique de garder des animaux sauvages comme animaux de compagnie sans autorisation, entraînant une surexploitation des espèces et la destruction de l'habitat. Des cas ont été signalés dans la plupart, sinon tous, les pays et territoires des Caraïbes, y compris la République Dominicaine (Snyder et al., 2000), Trinité-et-Tobago (Gibson, 2022), Cuba (Altherr et al., 2019), Saint-Vincent (Johnson, 2017) et le Brésil (Connelly & Peyronnin, 2021). Par exemple, à Trinité-et-Tobago, la garde de perroquets, d'oiseaux chanteurs et de singes capucins comme animaux de compagnie est répandue et menace la biodiversité (Gibson, 2022). En République Dominicaine, la garde illégale d'animaux sauvages tels que les perruches a également été signalée (Snyder et al., 2000).
9. *Consommation Illégale de Viande Sauvage*. Ce crime, également connu sous le nom de chasse à la viande de brousse, implique la consommation d'animaux sauvages, posant un risque pour la santé publique et entraînant une surexploitation des espèces. Des cas ont été signalés dans la plupart, sinon tous, les pays et territoires des Caraïbes, y compris la Colombie (Ingram et al., 2022), le Brésil (Ripple et al., 2016), les îles Vierges américaines (Fleming, 2001), la Guyane (Vliet et al., 2022) et la Jamaïque (Newman, 2014). Par exemple, en Jamaïque, le boa jamaïcain est illégalement chassé pour la nourriture (Newman, 2014). Alors qu'en Guyane, le cerf, le tapir et les tatous sont chassés et vendus pour la viande (Vliet et al., 2022).
10. *Transport et Ventes Illégales de la Faune*. La menace classique du "trafic d'espèces sauvages" implique le transport et la vente non autorisés de spécimens et de produits de la faune, entraînant une surexploitation des espèces. Des cas ont été signalés dans la plupart, sinon tous, les pays et territoires des Caraïbes, y compris Saint-Vincent (Lambert, 1985), Cuba (Altherr et al., 2019), la République Dominicaine (Kitade et al., 2021), la Jamaïque (Neufville et al., 2012) et Porto Rico (Snyder et al., 2000). À Cuba, le commerce illégal de lézards endémiques en danger contribue à la surexploitation (Altherr et al., 2019). Alors qu'en République Dominicaine, le commerce illégal des coquilles de tortue imbriquée menace des espèces en danger critique d'extinction (Kitade et al., 2021).

Diverses formes de criminalité organisée exacerbent davantage le problème complexe de la criminalité liée à la faune dans les Caraïbes élargies. Les organisations criminelles et les réseaux criminels plus diffus exploitent les mêmes structures d'application et de réglementation faibles qui permettent les crimes contre la faune pour perpétrer d'autres formes d'activités illégales, telles que le trafic de drogue, la contrebande d'armes et la traite des êtres humains (Anagnostou & Doberstein, 2022). La nature interconnectée de ces crimes amplifie l'impact sur la faune, car les mêmes routes

utilisées pour la contrebande de contrebande peuvent également être utilisées pour le commerce illégal de la faune. Cette convergence de crimes présente un défi multiforme pour les agences d'application de la loi et les efforts de conservation dans les Caraïbes.

Au-delà des crimes contre la faune, une série d'autres menaces impactent également de manière significative la faune dans les Caraïbes. Celles-ci incluent le changement climatique (Day, 2009), qui modifie les habitats et menace la survie des espèces; les catastrophes naturelles (López-Marrero et al., 2013), qui peuvent dévaster les écosystèmes; et l'introduction d'espèces envahissantes (Rojas-Sandoval et al., 2017), qui peuvent surpasser la faune indigène. La surpêche (Leria, 2016), la chasse excessive (Hillstrom & Hillstrom, 2004) et le défrichement excessif (CANARI, 2019), même lorsqu'ils sont légaux, peuvent entraîner une perte significative d'habitat et de déclin des espèces. L'impact du tourisme (Peterson, 2020), souvent considéré comme une industrie bénigne, peut également être préjudiciable lorsqu'il n'est pas géré de manière durable. Les pratiques légales mais néfastes de garde d'animaux (Fielding & Ostberg, 2023), la pollution (Diez et al., 2019) et l'émergence de maladies zoonotiques (Shiokawa et al., 2019) aggravent encore les menaces contre la faune. Ces menaces doivent être prises en compte dans toute stratégie globale de lutte contre la criminalité liée à la faune et de meilleure protection de la biodiversité de la région.

L'interaction entre la criminalité liée à la faune et les menaces non criminelles crée une situation complexe pour la faune dans les Caraïbes. Par exemple, la surpêche légale peut épuiser les stocks de poissons, créant un vide que la pêche illégale peut combler (Leria, 2016). De même, la perte d'habitat induite par le changement climatique peut pousser les espèces dans des zones plus petites, les rendant des cibles plus faciles pour les braconniers (Day, 2009). Par conséquent, l'adressage de la criminalité liée à la faune dans la région nécessite une approche holistique qui tient compte non seulement des activités illégales directes, mais aussi des facteurs socio-économiques et environnementaux plus larges en jeu.

Les crimes contre la faune décrits ci-dessus et d'autres menaces non criminelles qui se croisent contribuent à une crise omniprésente qui menace non seulement la faune des Caraïbes, mais aussi l'équilibre écologique, la stabilité économique et l'héritage culturel de la région. Aborder ces problèmes avec urgence et construire un cadre robuste pour la mise en œuvre et l'application efficaces des lois sur la faune n'a donc jamais été aussi critique.

L'Initiative CAR-WEN

Une initiative visant à établir le Réseau Caribéen pour l'Application des Lois sur la Faune et la Flore (CAR-WEN) a été discutée et développée parmi les dirigeants caribéens depuis environ la dernière décennie. La popularité de cette initiative peut avoir été renforcée par la popularité plus générale du concept de WEN qui a commencé avec la création de l'ASEAN WEN en 2005 (CITES,

2022) et la création continue de WENs dans d'autres régions du monde, comme le ROAVIS établi en 2010 en Amérique centrale et en République Dominicaine (ROAVIS, 2022) et la Lusaka Agreement Task Force établie en 1996 (LAFT, 2021). Néanmoins, aujourd'hui, un réseau de protection de la faune dans les Caraïbes reste irréalisé malgré les opportunités et les menaces croissantes qui pourraient soutenir et justifier l'établissement du réseau.

En 2014, les Parties au Protocole sur les Aires Spécialement Protégées et la Faune (SPAW) ont officialisé les efforts pour établir un CAR-WEN. Plus précisément, la Sixième Réunion du Comité Consultatif Scientifique et Technique du Protocole SPAW (SPAW STAC6) a recommandé qu'un réseau régional de protection de la faune soit développé dans les Caraïbes (PNUE, 2019a). Cette recommandation a ensuite été discutée et approuvée par les Parties au Protocole SPAW lors de sa conférence annuelle des parties (COP8) à Carthagène en 2014 (PNUE, 2014). Par conséquent, diverses Parties au Protocole SPAW sont entrées dans une planification collaborative pour un CAR-WEN en coopération avec le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) Programme Environnement Caraïbéen (CEP) et le Bureau des Nations Unies contre la Drogue et le Crime (UNODC).

La coopération entre les gouvernements caribéens, le PNUE CEP et l'UNODC a conduit à deux ateliers importants pour former le CAR-WEN (ICCWC, 2022; Isaacs et al., 2016). Le premier atelier, tenu à Nassau du 20 au 22 juillet 2016, a été organisé par l'UNODC en collaboration avec le gouvernement des Bahamas et l'ICCWC (UNODC, 2016). Il a réuni 55 participants composés d'experts et de responsables de l'application des lois de 11 pays caribéens pour identifier les menaces et recommandations critiques concernant le crime contre la faune afin d'améliorer la coopération et l'application régionales. Cet atelier a recommandé la création d'un CAR-WEN pour faciliter l'accroissement du partage d'informations, fournir une plate-forme pour le renforcement des capacités et le financement durable, et soutenir des actions d'application plus importantes. L'identification des points focaux nationaux était essentielle à cette initiative, car elle facilitait le dialogue continu entre les parties intéressées.

Le deuxième atelier, tenu à Bridgetown, Barbade, les 10 et 11 mai 2017, a été organisé par l'UNODC en collaboration avec le gouvernement de la Barbade et l'ICWCC (UNODC, 2017). Il a réuni 32 participants, dont des représentants des agences d'application de la loi de 10 pays caribéens. Cet atelier a réaffirmé l'intérêt pour la création d'un CAR-WEN et discuté des structures et cadres possibles pour la coordination et la mise en œuvre du réseau. Parmi les points clés de cet atelier figuraient une recommandation d'impliquer le PNUE en tant que partenaire principal, un projet de Mémoire d'Entente pour révision, et une déclaration d'intention de créer un groupe de travail CAR-WEN (PNUE, 2018).

De 2014 à 2018, les efforts pour établir un CAR-WEN ont donné plusieurs résultats prometteurs, y compris un projet de MOU, un document d'information sur le Protocole SPAW, et la création

d'un groupe de travail CAR-WEN dirigé par l'UNODC. Ces résultats ont également attiré l'intérêt de partisans supplémentaires de la société civile, y compris l'Animal Welfare Institute (AWI) et le Fonds international pour la protection des animaux (IFAW). AWI a organisé un événement parallèle WEN lors de la huitième réunion du Comité Consultatif Scientifique et Technique de SPAW (STAC8) au Panama en 2018, co-organisé par l'UNODC et le Secrétariat SPAW, attirant la participation, l'intérêt et l'enthousiasme des Parties SPAW en prévision de la 10^{ème} réunion de la Conférence des Parties (COP10) en 2019 à Roatan, Honduras. L'IFAW, connu pour ses engagements passés avec d'autres WENs tels que le Horn of Africa Wildlife Enforcement Network (HAWEN) et l'ASEAN WEN, a exprimé son intérêt à soutenir le CAR-WEN lors de la COP10 à Roatán, Honduras (PNUE, 2019b).

Malgré les progrès réalisés vers la création d'un CAR-WEN, l'initiative était largement considérée comme étant indéfiniment bloquée en 2022. Les raisons de cette stagnation restent à comprendre pleinement, mais un éventail de facteurs a été mentionné aux membres actuels du groupe de travail CAR-WEN. Le décès inattendu du Dr Maurice Isaacs, une figure centrale de l'initiative CAR-WEN, en mars 2021 a laissé un vide important dans la direction du projet. L'épidémie de COVID-19 a considérablement perturbé la coopération régionale et empêché d'autres ateliers en personne, une méthode principale pour faire avancer l'initiative. Le roulement élevé des points focaux dans les pays et un manque de soutien de la part des gouvernements caribéens ont également été suggérés comme facteurs contributifs. De plus, des recherches de bureau et des discussions d'experts suggèrent que la diminution de l'enthousiasme des donateurs en raison de la performance perçue médiocre et du suivi de la performance des WENs ailleurs peut également avoir contribué à réduire les ressources des donateurs pour établir un CAR-WEN (TRAFFIC & Freeland, 2016).

Les efforts récents pour relancer l'initiative ont commencé par des discussions informelles lors de la 4^{ème} Réunion mondiale des WENs en novembre 2022. Des représentants gouvernementaux de Trinité-et-Tobago, de Jamaïque et des Bahamas, et des représentants de la société civile de l'Animal Welfare Institute basé aux États-Unis et de la campagne Nurture Nature basée à Trinité-et-Tobago ont engagé un dialogue avec des représentants de l'ICCWC, de l'UNODC et du PNUE. Ces conversations ont ravivé l'intérêt pour l'initiative CAR-WEN, conduisant à des réunions de planification mensuelles pour les principales parties prenantes et à des réunions intergouvernementales périodiques pour les représentants gouvernementaux intéressés depuis décembre 2022. L'initiative bénéficie désormais du soutien de 15 gouvernements caribéens et de trois partenaires de la société civile qui continuent de travailler en collaboration à travers un modèle de groupe de travail. Important, le groupe de travail CAR-WEN a pris la décision consciente d'utiliser le terme générique "CAR-WEN" au lieu de l'ancien nom "CaribWEN" jusqu'à ce qu'un groupe plus représentatif puisse décider d'un nom approprié et très inclusif.⁴

⁴ Les termes "Carib" et "Arawak" sont de plus en plus reconnus comme des termes imposés de l'extérieur qui obscurcissent la diversité de l'identité indigène, le premier terme en particulier ayant des connotations fortement péjoratives. De plus en plus, des identifiants tels que "Kalinago" et "Taïno" sont utilisés à leur place.

Les efforts réinitiés sont soutenus par un éventail diversifié de ressources pour les WENs et un intérêt mondial continu à encourager la coopération internationale en matière de criminalité contre la faune. Les ressources comprennent celles offertes par l'ICCWC (ICCWC, s.d.), telles que la Trousse analytique sur la criminalité contre la faune et les forêts (ICCWC, 2022) et les Directives pour les Réseaux d'Application de la Loi sur la Faune (ICCWC, 2020). De plus, une multitude de ressources a été produite par ou pour d'autres WENs régionaux, y compris l'application ROAVIS (ROAVIS & ITAP, s.d.) et les trousseaux d'outils de formation de l'ASEAN WEN (Freeland & ASEAN-WEN, 2016). L'intérêt continu pour la coopération régionale en matière de criminalité contre la faune est également démontré par les déclarations des fora internationaux. Par exemple, en 2019, l'Assemblée générale des Nations Unies a approuvé la Résolution 73/343, encourageant les États membres à adopter des mesures efficaces pour prévenir et contrer le trafic et le braconnage de la faune et à coopérer aux niveaux bilatéral, régional et international dans cette poursuite (AGNU, 2019).

Ainsi, bien que les efforts pour établir le CAR-WEN aient rencontré des obstacles, les développements récents suggèrent un avenir prometteur. Le soutien continu de divers gouvernements caribéens et organisations internationales et l'élan mondial vers l'adressage de la criminalité contre la faune fournissent une base solide pour l'établissement réussi de WEN dans les Caraïbes.

Comment les Parties au Protocole SPAW Peuvent Aider à Établir un CAR-WEN

L'initiative CAR-WEN présente une opportunité inestimable pour les Parties de promouvoir la protection, la préservation et la gestion durable des zones spécialement valorisées et des espèces menacées de la flore et de la faune dans la région élargie des Caraïbes. De plus, toutes les parties prenantes, en particulier les Parties au Protocole SPAW, ont un intérêt direct à soutenir l'établissement et le fonctionnement impactant du Réseau Caribéen pour l'Application des Lois sur la Faune et la Flore (CAR-WEN).

Action 1 : S'engager et Contribuer au Groupe de Travail CAR-WEN

Les points focaux du Protocole SPAW, les professionnels associés et leurs collègues sont invités à s'engager activement et à contribuer au Groupe de Travail CAR-WEN. La richesse collective des connaissances possédées est inestimable pour la conception stratégique du CAR-WEN. Actuellement, un effort collaboratif parmi les principales parties prenantes gouvernementales et de la société civile aux côtés du Groupe de Travail CAR-WEN vise à réviser un projet de MOU, à formuler un plan stratégique et à identifier des projets pilotes qui pourraient accélérer la formalisation de l'initiative. La participation au Groupe de Travail non seulement élargit la représentation et la légitimité, mais favorise également sa capacité à aborder les divers problèmes de criminalité contre la faune dans la région. En intégrant un spectre plus large de gouvernements

et d'agences, le Groupe de Travail peut renforcer sa position pour affiner, plaider et finalement obtenir l'approbation d'un MOU intergouvernemental essentiel à l'établissement du CAR-WEN. Veuillez vous référer à l'Annexe pour les coordonnées si vous souhaitez participer au Groupe de Travail CAR-WEN.

Action 2 : Plaider pour la Détection et l'Analyse Systématiques des Crimes contre la Faune dans les Caraïbes

Les points focaux du Protocole SPAW et leurs collègues peuvent promouvoir la nécessité d'une détection et d'une analyse systématiques des crimes contre la faune dans les Caraïbes. Actuellement, les problèmes de criminalité contre la faune les plus difficiles de la région, y compris le trafic d'animaux sauvages, la chasse illégale et la pêche illégale, sont sous-recherchés et souvent non détectés. En plaidant pour que le Centre Régional d'Activités SPAW (RAC) et le Secrétariat de la Convention de Carthagène lèvent des fonds et mandatent une équipe de recherche pour mener une étude complète sur ces questions, les Parties peuvent améliorer la sensibilisation et la compréhension de ces menaces. Cette recherche peut motiver l'intérêt et le soutien politiques pour l'établissement du CAR-WEN, en fournissant une base solide de preuves pour informer et façonner les stratégies et les actions du réseau.

Action 3 : Soutenir les Projets Pilotes CAR-WEN

Les points focaux du Protocole SPAW et leurs collègues peuvent également promouvoir le développement de projets pilotes illustrant la valeur et l'impact potentiels du CAR-WEN. Le SPAW RAC et le Secrétariat de la Convention de Carthagène peuvent jouer un rôle clé dans la collecte de fonds et la facilitation de ces projets pour démontrer l'utilité de divers outils d'application de la loi sur la faune et ateliers de formation qui pourraient être produits de manière programmatique par un CAR-WEN. Les projets pilotes potentiels comprennent la création d'un recueil de lois et d'une application mobile, ainsi que la conduite d'ateliers de formation sur la surveillance de la biodiversité et des menaces, l'application et l'identification de la faune. Ces projets pilotes peuvent démontrer la valeur pratique du CAR-WEN, en renforçant le soutien à son établissement et à son fonctionnement.

Conclusion

La riche biodiversité des Caraïbes n'est pas seulement une source de la beauté naturelle de la région, mais aussi un moteur essentiel de sa santé écologique, de sa vitalité économique et de son identité culturelle. Malheureusement, le manque de mise en œuvre et d'application appropriées des lois et accords sur la faune dans la région élargie des Caraïbes menace ces atouts inestimables. L'émergence d'un large éventail de crimes contre la faune, allant de la pêche et de la chasse illégales au trafic d'animaux sauvages et à la détention illégale d'animaux de compagnie, indique davantage l'urgence de s'attaquer à ce problème complexe de gestion de la biodiversité.

En réponse à ce besoin pressant, l'initiative Réseau Caraïben pour l'Application des Lois sur la Faune et la Flore (CAR-WEN) présente une opportunité significative de renforcer l'application des lois sur la faune dans la région. Établir le CAR-WEN, cependant, nécessitera un effort concerté et une collaboration de toutes les parties prenantes, en particulier les Parties aux Zones Spécialement Protégées et à la Faune (SPAW). En s'engageant et en contribuant au Groupe de Travail CAR-WEN, en plaidant pour la détection et l'analyse systématiques des crimes contre la faune dans les Caraïbes, et en soutenant des projets pilotes pour illustrer la valeur potentielle du CAR-WEN, les Parties au Protocole SPAW peuvent jouer un rôle crucial dans la promotion de cette initiative.

Établir le CAR-WEN aidera non seulement à résoudre la crise actuelle du crime contre la faune, mais contribuera également au mouvement mondial plus large pour l'état de droit environnemental, l'atténuation du changement climatique et la conservation de la biodiversité. À ce titre, l'engagement et la participation proactive de toutes les parties prenantes à cette entreprise sont primordiaux. En travaillant ensemble, nous pouvons assurer un avenir durable et riche en biodiversité pour les Caraïbes, en préservant sa beauté naturelle, son intégrité écologique et sa prospérité économique pour les générations à venir.

Références

- Altherr, R. S., Lameter, K., & Cantu, J. C. (2019). The trade in nationally protected lizards from Australia, Cuba, and Mexico and the EU's role as a main destination. *TRAFFIC Bulletin*, 31 (No.2). <https://www.traffic.org/site/assets/files/12507/lizards-from-australia-cuba-mexico.pdf>
- Alzugaray, R., Puga, R., Piñeiro, R., Estela de León, M., Cobas, L. S., & Morales, O. (2018). The Caribbean spiny lobster (*Panulirus argus*) fishery in Cuba: Current status, illegal fishing, and environmental variability. *Bulletin of Marine Science*, 94(2), 393–408. <https://doi.org/10.5343/bms.2016.1126>
- Anagnostou, M., & Doberstein, B. (2022). Illegal wildlife trade and other organised crime: A scoping review. *Ambio*, 51(7), 1615–1631. <https://doi.org/10.1007/s13280-021-01675-y>
- Arias, M. (2021). *The illegal trade in jaguars (Panthera onca)*. CITES Secretariat. https://cites.org/sites/default/files/articles/CITES_Study_on_Illegal_Trade_in_Jaguars%20.pdf
- Ayres, I., & Braithwaite, J. (1994). Responsive regulation: Transcending the deregulation debate. *Journal of Legal Studies Education*, 12(2), 345–353. <https://doi.org/10.1111/j.1744-1722.1994.tb00048.x>
- BioNew7. (2013, August 26). Understanding the human/parrot conflict. *DCNA*. <https://dcnanature.org/understanding-the-humanparrot-conflict/>
- CAFTA-DR. (2018). Biodiversity conservation. *CAFTA-DR Environmental Cooperation Program*. <http://www.caftadr-environment.org/biodiversity-conservation/>
- Cambers, G. (1997). *Integrated framework for the management of beach resources within the smaller Caribbean islands*. UNESCO.

<https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000108730>

CANARI. (2019). *Ecosystem profile: The Caribbean islands biodiversity hotspot*. Caribbean Natural Resources Institute. <https://www.cepf.net/sites/default/files/cepf-caribbean-islands-ecosystem-profile-december-2020-english.pdf>

CITES. (2022, October 28). *ASEAN launches the ASEAN Wildlife Law Enforcement Network (ASEAN-WEN)*. Convention on the International Trade in Endangered Species. <https://cites.org/eng/news/sundry/2005/ASEAN-WEN.shtml>

Connelly, B., & Peyronnin, H. (2021). *Taking off: Wildlife trafficking in the Latin America and Caribbean region*. ROUTES Partnership, C4ADS, USAID. <https://www.traffic.org/publications/reports/taking-off/>

Daltry, J. (2009). *The status and management of Saint Lucia's forest reptiles and amphibians* (Technical Report No. 2; He National Forest Demarcation and Bio-Physical Resource Inventory Project). FCG (Finnish Consulting Group) International Ltd. <https://saintlucianplants.com/downloads/Reptiles.pdf>

Davis, N. (2013, June 12). Charcoal trade threatens Jamaica's protected forests. *BBC News*. <https://www.bbc.com/news/world-latin-america-22794929>

Day, O. (2009). *The impacts of climate change on biodiversity in Caribbean islands: What we know, what we need to know, and building capacity for effective adaptation* (No. 386; CANARI Technical Report, p. 28). CANARI. <https://www.canari.org/wp-content/uploads/2016/01/386-The-impacts-of-climate-change-on-biodiversity-in-caribbean-what-we-know-what-we-need-to-know-and-building-capacity-for-effective-adaptation.pdf>

Department of Maritime Administration. (2013). *St. Vincent and the Grenadines development of*

a national ocean policy. Discussion document.

<https://security.gov.vc/security/images/stories/Maritime/svg%20national%20ocean%20policy%20discussion%20document.pdf>

Diez, S. M., Patil, P. G., Morton, J., Rodríguez, D. J., Vanzella, A., Robin, D. V., Maes, T., & Corbin, C. (2019). *Marine pollution in the Caribbean: Not a minute to waste*. World Bank Group. <https://bvearmb.do/handle/123456789/1540>

Douglas, L. R. (2011). *Social and ecological underpinnings of human wildlife conflict on Dominica* [Doctoral dissertation, Columbia University].

<https://doi.org/10.7916/D812657H>

Durand, S., & Baptiste, B. J. (2008). Dominica. In *Important bird areas in the Caribbean: Key sites for conservation*. BirdLife International.

<http://datazone.birdlife.org/userfiles/file/IBAs/CaribCntryPDFs/dominica.pdf>

EAGLE. (2023). *Eco Activists for Governance and Law Enforcement Home Page*.

<https://www.eagle-enforcement.org/>

EU IUU Fishing Coalition. (n.d.). *EU carding decisions*. <https://www.iuuwatch.eu/map-of-eu-carding-decisions/>

Europol. (2022). *About Europol*. Europol. <https://www.europol.europa.eu/home>

EU-TWIX. (n.d.). *EU-TWIX: A tool to facilitate information exchange on illegal wildlife trade in Europe*. EU-TWIX. <https://www.eu-twix.org/>

Fielding, W., & Ostberg, A. (2023). *Animal welfare in the wider Caribbean in 2008, with emphasis on dogs*. The Pegasus Foundation: Concord, NH, USA.

Fleming, E. H. (2001). *Swimming against the tide: Recent surveys of exploitation, trade, and management of marine turtles in the northern Caribbean*. Traffic North America.

<https://agris.fao.org/agris-search/search.do?recordID=XF2015030577>

Foster, R. J., Harmsen, B. J., Macdonald, D. W., Collins, J., Urbina, Y., Garcia, R., & Doncaster,

C. P. (2016). Wild meat: A shared resource amongst people and predators. *Oryx*, 50(1), 63–75. <https://doi.org/10.1017/S003060531400060X>

Freeland. (2016). *Protected area operational and tactical enforcement conservation training manual*. <https://library.wcs.org/fr->

[fr/doi/ctl/view/mid/33065/pubid/DMX3177900000.aspx](https://doi.org/10.1017/S003060531400060X)

Freeland. (2022, August 5). *WildScan*. Google Play.

<https://play.google.com/store/apps/details?id=org.freeland.wildscanapp&hl=en>

Freeland & ASEAN-WEN. (2016). *ASEAN handbook on legal cooperation to combat wildlife*

crime. https://asean.org/wp-content/uploads/2023/02/ASEAN-Legal-Handbook-2021_20230223_single-pages.pdf

Garrick, L. D. (1986). The Black River Lower Morass: A threatened wetland in Jamaica. *Oryx*,

20(3), 155–160. <https://doi.org/10.1017/S0030605300020007>

Gibson, M. C. (2022). *Action-oriented studies in green criminology and a harmful trade in pet*

wildlife in Trinidad and Tobago [Doctoral dissertation, Michigan State University].

<https://doi.org/10.25335/WGQA-M881>

Granderson, A., & Ramkissoon, C. (2022). *Report of the vulnerability and capacity assessments in coastal and fishing communities in Saint Kitts and Nevis*. FAO.

<https://doi.org/10.4060/cb7303en>

Gress, E., & Andradi-Brown, D. A. (2018). Assessing population changes of historically

overexploited black corals (Order: Scleractinia) in Cozumel, Mexico. *PeerJ*, 6, e5129.

<https://doi.org/10.7717/peerj.5129>

- Grimes, A., Zweede, M., & Frasier, D. (2008). *FAA 118/119 biodiversity and tropical forest assessment Guyana*. USAID/EGAT/NRM, USFS International Programs.
https://pdf.usaid.gov/pdf_docs/PDACL994.pdf
- Guyana Chronicle. (2021, March 24). Authorities mull legal action over illegal mining and logging. *Guyana Chronicle*. <https://guyanachronicle.com/2021/03/24/authorities-mull-legal-action-over-illegal-mining-and-logging/>
- Hedges, S. B., Cohen, W. B., Timyan, J., & Yang, Z. (2018). Haiti's biodiversity threatened by nearly complete loss of primary forest. *Proceedings of the National Academy of Sciences of the United States of America*, *115*(46), 11850–11855.
<https://doi.org/10.1073/pnas.1809753115>
- Hillstrom, K., & Hillstrom, L. C. (2004). *Latin America and the Caribbean: A continental overview of environmental issues*. ABC-CLIO.
- Hilson, G., & Vieira, R. (2007). Challenges with minimising mercury pollution in the small-scale gold mining sector: Experiences from the Guianas. *International Journal of Environmental Health Research*, *17*(6), 429–441.
<https://doi.org/10.1080/09603120701633396>
- Hroudova, K. (2012). *Assessing residents' attitude and practices of pesticide use in Aripo sub-catchment, Trinidad and Tobago* [Master's Thesis, Wageningen University & University of the West Indies]. <http://hdl.handle.net/2139/43853>
- Hsu, M. J., & Agoramoorthy, G. (1996). Conservation status of primates in Trinidad, West Indies. *Oryx*, *30*(4), 285–291. <https://doi.org/10.1017/S0030605300021785>
- ICCWC. (n.d.). *Implementation Support*. ICCWC. <https://iccwc-wildlifecrime.org/implementation-support>

- ICCWC. (2020). *ICCWC Guidelines for Wildlife Enforcement Networks (WENs)*. United States Department of State, Bureau of Oceans and International Environmental and Scientific Affairs.
https://cites.org/sites/default/files/EST/ICCWC%20WEN%20Guidelines_FINAL_ENG.pdf
- ICCWC. (2022). *ICCWC wildlife and forest crime analytic toolkit, second edition 2022*.
<https://cites.org/sites/default/files/ICCWC%20Vision/ICCWC/ICCWC%20Wildlife%20and%20Forest%20Crime%20Analytic%20Toolkit%202022.pdf>
- Ingram, D. J., Prideaux, M., Hodgins, N. K., Frisch-Nwakanma, H., Avila, I. C., Collins, T., Cosentino, M., Keith-Diagne, L. W., Marsh, H., Shirley, M. H., Van Waerebeek, K., Djondo, M. K., Fukuda, Y., Glaus, K. B. J., Jabado, R. W., Lang, J. W., Lüber, S., Manolis, C., Webb, G. J. W., & Porter, L. (2022). Widespread use of migratory megafauna for aquatic wild meat in the tropics and subtropics. *Frontiers in Marine Science*, 9. <https://www.frontiersin.org/articles/10.3389/fmars.2022.837447>
- INTERPOL. (2022, December 6). Global crackdown on illegal wildlife and timber trade: INTERPOL and World Customs Organization join forces.
<https://www.interpol.int/en/News-and-Events/News/2022/Global-crackdown-on-illegal-wildlife-and-timber-trade-INTERPOL-and-World-Customs-Organization-join-forces>
- Isaacs, M., Brown, T., & Nelson, J. (2016, September). *Caribbean: Outcomes of the Caribbean regional wildlife enforcement workshop*.
<https://cites.org/sites/default/files/eng/prog/iccwc/WENs/5.2-Caribbean.ppsx>
- Johnson, S. (2017, March 5). Working to save and protect what's ours—That's our caws. *BirdsCaribbean*. <https://www.birdscaribbean.org/2017/03/working-to-save-and-protect->

whats-ours-thats-our-caws/

Johnstone, G. (2011). *Restorative Justice: Ideas, Values, Debates* (2nd ed.). Routledge.

<https://doi.org/10.4324/9780203804841>

Kitade, T., Sakamoto, M., & Hof, C. M. (2021). *Shell shocked: Japan's role in the illegal tortoiseshell trade*. WWF. <https://www.traffic.org/publications/reports/shell-shocked-japans-role-in-the-illegal-tortoiseshell-trade/>

LAFT. (2021). *About us*. Lusaka Agreement Task Force. <https://lusakaagreement.org/about-us/>

Lambert, F. (1985). The St Vincent parrot, an endangered Caribbean bird. *Oryx*, 19(1), 34–37.

<https://doi.org/10.1017/S0030605300019529>

Leria, C. (2016). *Caribbean fisheries legal and institutional study* (No. C1124; FAO Fisheries and Aquaculture Circular). FAO Subregional Office for Latin America and the the Caribbean. <https://www.fao.org/documents/card/en/c/9cc974d4-eda3-4cdd-86be-dc6058bf6454/>

Lodeiro Ocampo, N., & Nigro, N. Á. (2022). *Guide for the coexistence between jaguars and livestock*. Red Jaguar Foundation. <https://redyaguarete.org.ar/sin-categoria/guia-para-la-convivencia-entre-yaguaretas-y-ganaderia-misiones-argentina/>

López-Marrero, T., Hampton, J., Vergara, E., Quiroz, J., Simovic, K., & Arevalo, H. (2013). Hazards and disasters in the insular Caribbean: A systematic literature review. *Caribbean Geography*, 18, 85–105.

Merilus, J.-Y. (2018). *Haiti and resource extraction development: Establishing a critical framework for resource exploitation as a national development strategy* [Doctoral dissertation, University of California, Davis].

<https://www.proquest.com/docview/2299216459/abstract/CFD50AF2FFC486DPQ/1>

- Miller, D. J. (2000). Environment-Jamaica: Wetland use divides farmers and ecologists. *Environment Bulletin*.
<https://go.gale.com/ps/i.do?p=AONE&sw=w&issn=&v=2.1&it=r&id=GALE%7CA61414572&sid=googleScholar&linkaccess=abs>
- Nagin, D. S. (2013). Deterrence in the twenty-first century. *Crime and Justice*, 42, 199–263.
<https://doi.org/10.1086/670398>
- Nellemann, C., Henriksen, R., Ash, N., & Mrema, E. (2014). *The environmental crime crisis – Threats to sustainable development from illegal exploitation and trade in wildlife and forest resources*. <https://www.unep.org/resources/report/environmental-crime-crisis-threats-sustainable-development-illegal-exploitation>
- Neufville, Z., Wilson, B., & Zimmerman, J. (2012). A growing illicit trade threatens Jamaica’s wildlife. *Reptiles & Amphibians*, 19(2), 143-147.
<https://doi.org/10.17161/randa.v19i2.14535>
- Newman, B. C. (2014). *Determining the suitability of the Jamaican Boa for short distance translocation in Cockpit Country, Jamaica* [Master’s Thesis, Texas A&M University - Kingsville].
<https://www.proquest.com/docview/1615789905/abstract/A9BC98F75BBA4D9BPQ/1>
- Pascual, M., Wingard, J., Bhatni, N., Rydannykh, A., & Phelps, J. (2021). Building a global taxonomy of wildlife offenses. *Conservation Biology*, 35(6), 1903–1912.
<https://doi.org/10.1111/cobi.13761>
- Peterson, R. R. (2020). Over the Caribbean top: Community well-being and over-tourism in small island tourism economies. *International Journal of Community Well-Being*.
<https://doi.org/10.1007/s42413-020-00094-3>

Pilkey, O. H., Longo, N. J., Neal, W. J., Rangel-Buitrago, N. G., Pilkey, K. C., & Hayes, H. L. (2023). *Vanishing sands: Losing beaches to mining*. Duke University Press.

<https://www.dukeupress.edu/vanishing-sands>

Pink, G. (2015). Environmental enforcement networks: Theory, practice and potential. In *Environmental Enforcement Networks* (pp. 13–36). Edward Elgar Publishing.

<https://www.elgaronline.com/display/edcoll/9781783477395/9781783477395.00010.xml>

Ripple, W. J., Abernethy, K., Betts, M. G., Chapron, G., Dirzo, R., Galetti, M., Levi, T., Lindsey, P. A., Macdonald, D. W., Machovina, B., Newsome, T. M., Peres, C. A., Wallach, A. D., Wolf, C., & Young, H. (2016). Bushmeat hunting and extinction risk to the world's mammals. *Royal Society Open Science*, 3(10), 160498.

<https://doi.org/10.1098/rsos.160498>

ROAVIS. (2020). *Compendio De Sentencias Relevantes Casos De Crímenes Contra La Vida Silvestre En Centro América*. <https://roavis.net/wp-content/uploads/2022/08/Compendio-Jurisprudencia-V12-1.pdf>

ROAVIS. (2022, August 22). *About Us—ROAVIS*. <https://roavis.net/sobre-nosotros/>

ROAVIS & ITAP. (n.d.). *Vida Silvestre—Aplicación móvil normas de protección de especies*.

Vida Silvestre. International Technical Assistance Program of the US Department of the Interior. <https://vidasilvestre.net/>

Rojas-Sandoval, J., Tremblay, R. L., Acevedo-Rodríguez, P., & Díaz-Soltero, H. (2017).

Invasive plant species in the West Indies: Geographical, ecological, and floristic insights. *Ecology and Evolution*, 7(13), 4522–4533. <https://doi.org/10.1002/ece3.2984>

Secades, C. F. (2010). *Analyzing human-wildlife conflict reports and public awareness and perceptions of *Solenodon paradoxus* and *Plagiodontia aedium*, Hispaniola's last endemic*

- mammals (West Indies)* [Master's Thesis, Imperial College London].
<https://www.iccs.org.uk/wp-content/thesis/consci/2010/Secades.pdf>
- Shiokawa, K., Llanes, A., Hindoyan, A., Cruz-Martinez, L., Welcome, S., & Rajeev, S. (2019). Peridomestic small Indian mongoose: An invasive species posing as potential zoonotic risk for leptospirosis in the Caribbean. *Acta Tropica*, 190, 166–170.
<https://doi.org/10.1016/j.actatropica.2018.11.019>
- Snyder, N., McGowan, P., Gilardi, A., & Grajal, J. (2000). *Parrots. Status survey and conservation action plan 2000–2004*. IUCN. <https://www.parrots.org/publications-and-fact-sheets/parrot-action-plan>
- Solomon, F. N. (2018, April 11). The state of the marine fisheries resources of Trinidad and Tobago. *Institute of Marine Affairs*. <https://www.ima.gov.tt/2018/04/11/the-state-of-the-marine-fisheries-resources-of-trinidad-and-tobago/>
- Stiles, M. L., Stockbridge, J., Lande, M., & Hirshfield, M. F. (2010). *Impacts of bottom trawling on fisheries, tourism, and the marine environment*. Oceana. https://oceana.org/wp-content/uploads/sites/18/Trawling_BZ_10may10_toAudrey.pdf
- Palacios Gutiérrez, T.. (2016, September). *ROAVIS: operating through a prosecutors network and planned activities*. PowerPoint Presentation.
<https://cites.org/sites/default/files/eng/prog/iccwc/WENs/4.7-ROAVIS.ppsx>
- This Nation. (2021, July 22). What is the ASEAN Wildlife Enforcement Network? *This Nation*.
<https://www.thisnation.com/politics/climate/what-is-the-asean-wildlife-enforcement-network/>
- TRAFFIC & Freeland. (2016, September). *The NGO perspective: Lessons learned in supporting networks*.

https://cites.org/sites/default/files/eng/prog/iccwc/WENs/3.NGO_perspective_Lessons_learned_supporting_networks.ppsx

UNEP. (2014). *Report of the meeting: Sixth meeting of the Scientific and Technical Advisory Committee (STAC) to the Protocol Concerning Specially Protected Areas and Wildlife (SPAW) in the Wider Caribbean* (UNEP(DEPI)/CAR WG.36/ 8). UNEP CAR. United Nations Environment Programme.

<https://wedocs.unep.org/xmlui/handle/20.500.11822/10041>

UNEP. (2018). *Caribbean Wildlife Enforcement Network (CaribWEN) briefing* (UNEP(DEPI)/CAR WG.40/ INF.11). United Nations Environment Programme.

https://gefcrew.org/carrcu/SPAWSTAC8/Info-Docs/WG.40_INF11-en.pdf

UNEP. (2019a). *Environmental rule of law: First global report*. United Nations Environment Programme. <http://www.unep.org/resources/assessment/environmental-rule-law-first-global-report>

UNEP. (2019b). *Report of the meeting: Tenth meeting of the Contracting Parties (COP) to the Protocol Concerning Specially Protected Areas and Wildlife (SPAW) in the Wider Caribbean* (UNEP(DEPI)/CAR IG.40/4). United Nations Environment Programme.

<https://gefcrew.org/carrcu/18IGM/10SPAWCOP/Work-Docs/IG.40.3-en.pdf>

UNGA. (2019). *Resolution adopted by the General Assembly on 16 September 2019* (A/RES/73/343). United Nations General Assembly.

https://au.int/sites/default/files/documents/42147-doc-Resolution-UNGA-Tackling_illicit_trafficking_in_wildlife_September_2019.pdf

UNODC. (2016). *Workshop report: Caribbean wildlife enforcement workshop*. United Nations Office on Drugs and Crime.

https://drive.google.com/file/d/1dtBllVM_yk7MsM50aDpXU3McvO_N0_iW/view?usp=sharing

UNODC. (2017). *Workshop report: Caribbean wildlife enforcement workshop*. United Nations Office on Drugs and Crime.

<https://drive.google.com/file/d/1wbuOF5I3TfuQx3P2K30F9YGuh720jrsl/view?usp=sharing>

UNODC. (2015, June 18). *Successful operation highlights growing international cooperation to combat wildlife crime*. United Nations Office on Drugs and Crime.

[//www.unodc.org/unodc/en/frontpage/2015/June/successful-operation-highlights-growing-international-cooperation-to-combat-wildlife-crime.html](http://www.unodc.org/unodc/en/frontpage/2015/June/successful-operation-highlights-growing-international-cooperation-to-combat-wildlife-crime.html)

Vliet, N. van, Puran, A., David, O., & Nasi, R. (2022). From the forest to the coast: The wild meat trade chain on the Coast of Guyana. *Ethnobiology and Conservation*, 11.

<https://doi.org/10.15451/ec2022-08-11.17-1-13>

WEMS. (2020). *WEMS – protecting Africa’s most threatened species*. Wildlife Enforcement Monitoring System. <https://wems-initiative.org/>

White, R. (2016). Building NESTs to combat environmental crime networks. *Trends in Organized Crime*, 19(1), 88-105.

Woronuk, J. (2008). *Tourists’ awareness, attitudes, and perceptions of wildlife souvenirs: A case study in Cuba* [Master Thesis, University of Waterloo].

<https://uwspace.uwaterloo.ca/handle/10012/3807>

WRI. (2014). *Honduras*. Forest Legality Initiative. World Resources Institute.

<https://forestlegality.org/risk-tool/country/honduras>

Young, C. A. (2008). Belize’s ecosystems: Threats and challenges to conservation in Belize.

Tropical Conservation Science, 1(1), 18–33.

<https://doi.org/10.1177/194008290800100102>

Annex - Contact Information for CAR-WEN Working Group

Titre	Nom Complet	Rôle	Pays	Organisation	Sous-Organisation	Position	Email
Mme	Desiree Corneille	Co-dirigeante et Point Focal	Bahamas	Ministry of National Security	Bahamas Wildlife Enforcement Network (BahWEN)	BahWEN Lead	desireecorneille@bahamas.gov.bs
M.	David Mahabir	Co-dirigeante et Point Focal	Trinidad and Tobago	Ministry of Agriculture, Land and Fisheries	Forestry Division	Head of Wildlife Section / Wildlife Biologist	david.mahabir@gov.tt
Mme	Melissa Meade	Point Focal	Anguilla / United Kingdom	Ministry of Sustainability, Innovation & the Environment	Department of Natural Resources	Chief Natural Resources Officer	melissa.meade@gov.ai
Mme	Kim Downes-Agard	Point Focal	Barbados	Ministry of Environment and National Beautification	N/A	Senior Environmental Officer	kim.downesagard@barbados.gov.bb
Mme	Mercedes Valdez	Point Focal	Belize	Belize Forest Department	N/A	Forest Officer	valdezma@gobmail.gov.bz
Dr	Viana Victoria Barcelo Pérez	Point Focal	Cuba	Ministry of Science, Technology and Environment	Office for Environmental Regulation and Safety	Senior Specialist	viana@oraseen.co.cu
M.	Bradley Guye	Point Focal	Dominica	Forestry, Wildlife & Parks Division	Ministry of Environment, Rural Modernization, Kalinago Upliftment and Constituency Empowerment	Forest Officer	guyeb@dominica.gov.dm
M.	Anthony Jeremiah	Point Focal	Grenada	Ministry of Agriculture, Lands, Fisheries & Cooperatives	Forestry Department	Chief Forestry Officer	cfoo@moa.gov.gd

Mrs	Airam López Roulet	Point Focal	Guatemala	National Council of Protected Areas	N/A	Advisor in Coastal Marine Ecosystems and Wetlands	marinocosteroconap@gmail.com
M.	Lemuel Cromwell	Point Focal	Guyana	Guyana Wildlife Conservation and Management Commission	Monitoring and Compliance	Director	lemuelcromwell.j@gmail.com
M.	Jean Herby Nelson	Point Focal	Haiti	Haiti Customs	Risk Management and Information Unit	Director	herbynelson@hotmail.com
Mme	Tamara Woodit-Morris	Point Focal	Jamaica	National Environment and Planning Agency	N/A	Enforcement Coordinator	tamara.woodit@nepa.gov.jm
Mr	Miguel A. Garcia-Bermudez	Point Focal	Puerto Rico / United States	U.S. Fish and Wildlife Service	Science Application/Migratory Birds Program	Landscape Conservation Scientist	miguel_garcia-bermudez@fws.gov
M.	Alwin Dornelly	Point Focal	Saint Lucia	Ministry of Agriculture, Fisheries, Food Security and Rural Development	Forestry Department	Chief Forest Officer	alwin.dornelly@govt.lc
M.	L. Fitzgerald Providence	Point Focal	Saint Vincent and the Grenadines	Ministry of Agriculture, Forestry, Fisheries, Rural Transformation, Industry and Labour	Forestry Department	Director of Forestry	fitzpro@yahoo.com
Dr	Mark Gibson	Conseiller et Facilitateur des OSC	Trinidad and Tobago & United States	The Nurture Nature Campaign / Sustainable Innovation Initiatives	N/A	Director / Project Manager	mgibson@sii-inc.org
Mme	Susan Millward	Conseillère des OSC	United States	Animal Welfare Institute	N/A	Executive Director	susan@awionline.org
Mme	Courtney Vail	Conseillère des OSC	United States	Lightkeepers Foundation	N/A	Executive Director	courtney@lightkeepersfoundation.com

* Please note that many countries have several representatives in the CAR-WEN Working Group, but only one focal point is provided here.